

# Violences policières sur le campus Condorcet : le ministère de l'ESR doit se positionner

Depuis décembre, des étudiant-e-s partout en France se mobilisent chaque semaine en Assemblée générale contre la réforme des retraites et contre la précarisation des conditions de vie et d'études. Le lundi 23 janvier au soir, faute de salle consacrée à la vie étudiante, 29 étudiant-e-s ont tenté d'occuper l'Espace associatif et culturel du Campus Condorcet de l'EHESS. En moins de 30 minutes, ce n'est pas la présidence qui est venue dialoguer mais la police qui est venue réprimer. Grâce à une forte mobilisation sur le Campus Condorcet qui a réuni étudiant-e-s et personnels, les pouvoirs publics ont pu être interpellés pour demander la libération de nos camarades. Car au cours de cette garde à vue, de nombreuses violences ont été commises par la police. Les étudiant-e-s n'ont pas pu se nourrir, boire, voir des médecins même lorsqu'ils étaient inconscients ou avec le visage en sang. Si les violences policières sont malheureusement récurrentes, celles-ci avaient clairement un objectif politique : briser la mobilisation étudiante par la force. Cette garde à vue collective, ignoble et brutale va à l'encontre de la volonté étudiante de s'organiser dans un mouvement social qui concerne le pays entier.

L'intervention à l'EHESS est la démonstration d'une recrudescence policière au sein des espaces universitaires depuis plusieurs années. Cette intervention policière est le second pas dans la répression de la contestation étudiante. Tandis qu'à Strasbourg une Assemblée générale a été délogée par des CRS, un pas supplémentaire dans la répression a encore été franchi au campus Condorcet. Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces recours à la violence à l'initiative des chef-fe-s d'établissement qui vont à l'encontre de la franchise universitaire, garante des libertés d'expression et de mobilisation au sein des universités, même si celle-ci s'avérait être bruyante. De plus, la présence d'intérêts privés, comme l'incarne le Campus Condorcet, ne garantit plus la franchise universitaire et met à mal les espaces de solidarité étudiante.

De même pour les poursuites judiciaires, nous sommes inquiet-e-s et incertain-e-s. Grâce à la mobilisation sur l'EHESS, le président du Campus Condorcet, Pierre-Paul Zalio, s'est engagé à ne pas poursuivre les étudiant-e-s. Pourtant, nous ne savons pas quelles seront les suites de la répression policière contre les 29 étudiant-e-s mobilisé-e-s. Pour cela, nous demandons la plus grande solidarité envers nos camarades étudiant-e-s brutalisé-e-s et nous interpellons **le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, qui doit se positionner sur cette recrudescence d'interventions policières brutales sur nos campus. Le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche doit rappeler aux président-e-s d'université de ne faire intervenir la police qu'en cas de crimes ou délits graves, comme le veut la franchise universitaire.**

Le potentiel de mobilisation étudiante et de sa conjonction avec les travailleur-euse-s est puissant. Le gouvernement le sait et en a peur. **Nous soutenons la mobilisation des étudiant-e-s pour défendre leurs retraites, en solidarité avec toutes et tous les travailleur-eus-es. Nous appelons à continuer le mouvement social, à amplifier la journée du 31 pour frapper encore plus fort que le 19 janvier.**

